



Christian Topalov (dir.), Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914

Éditions de l'EHESS, coll. « Civilisations et sociétés », Paris, 1999, 574 p.

Paula Cossart et Choukri Hmed



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sdt/32578>

DOI : [10.4000/sdt.32578](https://doi.org/10.4000/sdt.32578)

ISSN : 1777-5701

Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003

Pagination : 574-576

ISSN : 0038-0296

Ce document vous est offert par INIST - Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Paula Cossart et Choukri Hmed, « Christian Topalov (dir.), Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914 », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 45 - n° 4 | Octobre-Décembre 2003, mis en ligne le 06 décembre 2003, consulté le 05 septembre 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/sdt/32578> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.32578>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Christian Topalov (dir.), Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914

Éditions de l'EHESS, coll. « Civilisations et sociétés », Paris, 1999, 574 p.

Paula Cossart et Choukri Hmed

RÉFÉRENCE

Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880–1914*, Éditions de l'EHESS, coll. « Civilisations et sociétés », Paris, 1999, 574 p.

- 1 Identifier et interpréter la réalité constituée par les multiples réseaux de la nébuleuse réformatrice en France à l'aube du xx^e siècle, telle est l'ambition de cette vaste et dense recherche collective, dirigée par Christian Topalov. Qu'est-ce que cette « nébuleuse réformatrice » ? En quoi est-elle organisée comme un champ ? Comment les acteurs politiques et administratifs qui la constituent ont-ils été amenés à redéfinir et à mettre en forme les problèmes sociaux à la fin du siècle dernier ? Dans quelle mesure cette entreprise a-t-elle produit un nouveau « sens commun », un langage partagé ? Ces questionnements constituent la trame de cette recherche, qui représente une contribution précieuse à la compréhension du processus historique d'objectivation du social, tant dans l'ordre cognitif que dans l'ordre des pratiques.
- 2 L'ouvrage est composé de trois parties : la première (« Des écoles et des carrefours ») recense les différents lieux de production du sens réformateur, la deuxième (« Des chantiers pour la réforme ») étudie les sous-champs d'application de la réforme (l'assistance, l'urbain, le travail), la troisième (« Investissements réformateurs et formation du champ ») constitue une forme de synthèse plus systématique. L'ambition

de la recherche n'est pas d'étudier les productions ou les œuvres réformatrices, mais plutôt le discours réformateur. Qu'entend-on avant tout par « réformateurs » ? Ce sont tous ceux qui, politiques, industriels, administratifs, universitaires, médecins, architectes, fréquentent les territoires, les lieux de la réforme — cette référence commune floue et polysémique — que sont les associations, les cercles, les sociétés savantes, les universités, les congrès, etc. Ils ont pour caractéristique, non pas d'adhérer à un programme ou à une idéologie politique commune — la réforme traverse les partis et ignore les clivages —, mais de se référer à un style de pensée, à des méthodes et à des outils communs. Si les fins qu'ils poursuivent sont diverses et leurs terrains d'investigation protéiformes, leur langage est commun et puise très souvent dans la même source : la science. Ce qui fait de la nébuleuse réformatrice non seulement un réseau mais un champ, c'est qu'elle forme un système autonome de positions, d'acteurs et d'institutions, organisé par des enjeux et des rapports internes spécifiques. Le propos de l'ouvrage est organisé autour de l'idée selon laquelle le champ réformateur, s'il a bien existé, reste néanmoins un champ hétéronome et donc faible. Les entrepreneurs en réforme, acteurs d'horizons fort différents, pour une bonne part issus des anciennes élites pré-républicaines, vont investir dans le champ réformateur en appuyant leurs œuvres sur de nouveaux principes de légitimité, au premier rang desquels la science. Les différentes contributions illustrent comment cette dernière va être la seule à pouvoir unifier les pratiques, les discours et les méthodes, dans des domaines aussi éloignés les uns des autres que l'architecture, l'économie, l'urbanisme, l'hygiène ou la statistique. C'est l'époque de l'institutionnalisation des sciences sociales et de leur constitution en tant que science expérimentale. Doté d'un langage unifié, le champ réformateur va s'institutionnaliser de deux manières différentes : soit à travers la spécialisation au sein de sociétés professionnelles (ainsi des sociétés de secours mutuel), soit au moyen de la fonctionnarisation (exemple de la statistique). La césure fondamentale étant l'opposition amateur/spécialiste, celle-ci sera consacrée et entérinée lors des congrès ou conférences (véritables « machines à consensus »), comme le Congrès d'assistance en 1889 ou la Conférence sur le chômage en 1910, qui parachèvent l'institutionnalisation des entreprises de réforme, ou au sein de revues scientifiques — ainsi la *Revue d'économie politique*, 1877 —, de séminaires, de cénacles ou de cours.

- 3 Mais de quelle manière investir dans le champ ? Les chapitres de l'ouvrage sont autant de recensements des différents types d'engagements réformateurs qui correspondent aux différents milieux qui s'y retrouvent. Pour entrer en réforme, épouser cette cause, il faut des ressources, avant tout en notabilité. En cela, cette recherche peut être considérée comme une contribution à la sociologie du renouvellement des élites de la Belle Époque. Les anciennes notabilités doivent être reconverties et redéployées, toujours dans le cadre de la notabilité (reconversion du capital philanthropique, redéfinition de l'ancien patronage), mais sur la base toutefois d'un « socle épistémique » commun aux nouveaux spécialistes, procuré par la science. Celle-ci constitue à cet égard non seulement une référence partagée mais plus encore une ressource précieuse pour l'action. Le capital économique en représente une autre, fondamentale pour la réussite de l'entreprise réformatrice : par le biais des dons, legs mais aussi des nouveaux revenus tirés de l'édition et de l'enseignement, il assure l'autonomie financière. L'État l'a bien compris qui, par les financements qu'il octroiera aux différentes institutions, confisquera plus tard les résultats des actions en réforme et provoquera in fine la mort du champ. Ce dernier est donc condamné dans son

essence à disparaître en tant que tel, au mieux à être subsumé par d'autres champs. Son hétéronomie révèle ainsi sa faiblesse, par le biais de deux facteurs majeurs. Tout d'abord parce que celui-ci demeure incapable d'assurer aux acteurs des carrières en son sein, régies par ses propres règles. Les investissements dans le champ procurent ainsi des bénéfices que l'on récolte hors du champ : les réformateurs jouent essentiellement l'*influence* (les lieux de la réforme sont souvent des groupes d'intérêt ou de pression, comme le montre l'analyse du Musée social menée par Janet Horne, ou encore celle de la Société d'économie sociale conduite par Antoine Savoye), non pas l'indépendance. C'est ainsi que la principale qualité du champ réformateur est dans le même temps une défaillance : la porosité de ses frontières mais surtout l'absence d'institution monopolistique capable de contrôler, de réguler et de sanctionner les investissements en son sein, l'empêcheront de pouvoir retenir les entrepreneurs. Ces derniers l'utiliseront davantage comme un tremplin pour l'entrée dans la compétition politique. Mais un autre facteur, plus décisif, provoquera la disparition du champ : l'État providence en gestation va certes concourir à son institutionnalisation, mais tout en reprenant à son compte les œuvres et le style de pensée réformateurs. Il offre ainsi des rémunérations et des places au sein de nouvelles institutions indépendantes, comme c'est le cas pour l'enseignement supérieur, l'assistance sociale ou encore la statistique. Finalement, il s'agit tout autant du triomphe de l'État que de l'échec de la société civile à maintenir une autonomie fragile. Ce n'est cependant peut-être pas là que réside l'apport principal de cette recherche, mais dans la détermination d'un des effets les plus puissants – et les plus pérennes – du champ à savoir sa capacité à produire un nouveau sens commun, dont nous sommes encore aujourd'hui les héritiers.

AUTEURS

PAULA COSSART

IAS, School of Social Science, West Building, 119 Princeton, New Jersey, 08540, USA
cossart@ias.edu

CHOUKRI HMED

Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 14, rue Cujas, 75231 Paris cedex 05, France
chmed[at]free.fr (Auteur correspondant)